

Territoire palestinien occupé

**Un an après
la Conférence de Paris,
les civils
continuent de payer.**



Oxfam France
AGIR ICI

SOMMAIRE

I. Actions et position officielle de la France

- a. Engagements financiers de la Conférence de Paris
- b. Une activité diplomatique intensive de la France

II. Dégradation de la situation sur le terrain

- a. Situation en Cisjordanie
 - i. Liberté de circulation dans les Territoires palestiniens*
 - ii. Avancement du mur de séparation*
 - iii. Augmentation du nombre d'obstacles*
- b. Gaza : une crise humanitaire sans précédent
 - i. Emploi et activité économique*
 - ii. Fournitures en carburant, en gaz, en électricité et en marchandises*
 - iii. Santé, eau et installations sanitaires*
 - iv. Education*
- c. Fin de la colonisation israélienne
 - *Appels d'offre*
 - *Permis de construire*
 - *Nouvelles constructions*

Notes

I. Actions et position officielle de la France

« Un horizon politique est tracé : il s'agit maintenant d'œuvrer, tous ensemble, à la création, avant la fin de 2008, d'un Etat palestinien indépendant, démocratique, viable, vivant en paix et en sécurité au côté d'Israël. » M. Sarkozy, le 17 décembre 2007

a. Engagements financiers de la conférence de Paris

Les donateurs internationaux se sont engagés à verser 7.7 milliards de dollars à l'Autorité palestinienne (AP) pour financer le plan de réforme et de développement palestinien (PRDP) entre 2008 et 2010, dont 3.4 milliards pour la seule année 2008. La France s'est engagée à hauteur de 300 millions de dollars. Cet argent est essentiel à la survie de l'AP – qui dépend presque intégralement de l'assistance financière externe pour remplir ses obligations gouvernementales dans tous les secteurs dont l'éducation et la santé – comme de l'économie.



Source : Ministère des Affaires étrangères. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/israel-territoires-palestiniens_413/conference-internationale-donateurs-pour-etat-palestinien_19169/conference-son-suivi_19170/conference-donateurs-pour-etat-palestinien-les-chiffres-recapitulatifs-donations_57687.html

- Octobre 2008, 1.62 milliard de dollars (USD) déjà transféré mais 1.78 milliards USD toujours manquants pour honorer les promesses de l'année 2008, malgré une augmentation significative des donations depuis plusieurs années.
- Le niveau d'assistance financière à l'AP est passée d'environ 500 millions USD par an entre 1994 et 2000 à environ 1 milliard USD

par an entre 2000 et 2006. Rien qu'en 2006, les dons se sont élevés à environ 1.2 milliards USD.¹

b. Une activité diplomatique intensive de la France...

Tout au long de l'année 2008, dans la continuité de la conférence de Paris, nous avons assisté à un engagement diplomatique français au plus haut niveau du Président de la République Nicolas Sarkozy autant que du ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, en faveur de la création d'un Etat palestinien, visible à travers :

- Les visites officielles² :

Les déplacements de Nicolas Sarkozy et de Bernard Kouchner ainsi que leur disponibilité pour rencontrer toutes les parties ont traduit la volonté diplomatique française de promouvoir le suivi de la conférence dans le cadre plus général des négociations de paix.

Réunions de suivi de la conférence de Paris pour faire le point sur le respect des engagements financiers des donateurs, les progrès de réforme de l'AP dans le cadre du PRDP et les conditions propices à ces réformes sur le terrain :

- Deux réunions organisées à Paris (22 janvier et 7 juillet 2008) ;
- Une réunion à Bruxelles (25 mars 2008).

Déplacements officiels français:

- Trois déplacements de M. Kouchner en Israël et dans les Territoires palestiniens (16 et 17 février 2008 ; 21-23 mai 2008 ; 3-5 octobre 2008)
- Un tournée régionale conjointe du Président Sarkozy et de M. Kouchner (du 22 au 24 juin 2008).

Déplacements des officiels palestiniens et israéliens en France :

- M. Ehud Barak, ministre de la Défense israélien (23 janvier et 18 juin 2008) ;
- M. Shimon Peres, Président d'Israël (13 mars 2008) ;
- M. Ahmed Qoreï, négociateur de l'AP pour le Processus de paix au Proche-Orient (14 avril 2008) ;

- M. Salam Fayyad, Premier Ministre palestinien (13-14 novembre 2008) .

- Les discours officiels³

Les discours des décideurs français ont réitéré les appels à la création d'un Etat palestinien et le respect par Israël du droit international humanitaire comme de ses engagements. On retiendra notamment :

- Discours de Nicolas Sarkozy et de Bernard Kouchner lors de la conférence de Paris (17 décembre 2007) ;
- Discours de Nicolas Sarkozy devant la Knesset (23 juin 2008) ;
- Intervention de M. Kouchner au Gouvernorat de Jenine ((4 octobre 2008)⁴ ;

II. Poursuite de la dégradation de la situation sur le terrain

Malgré l'augmentation de l'aide internationale, les conditions socioéconomiques dans les TPO ne cessent de se détériorer et la dépendance vis-à-vis de l'aide internationale d'augmenter :

- Environ la moitié de la population (57.2%) vit dans la pauvreté (79.4% à Gaza, 45.7% en Cisjordanie) et avec l'un des taux de chômage les plus élevés au monde (environ 29%)⁵ ;
- Croissance réelle du PIB en 2007 : +0.5% (comparé à 8.38% en 1999)⁶
- PIB/tête : 1.130\$ (-30% par rapport à 1999)⁷ ;
- 10-14% du PIB palestinien issu de l'agriculture (par rapport à 2-3% du PIB israélien), alors que 10% de son agriculture seulement utilise l'irrigation⁸ ;
- 33% des villages, qui correspondent à 9% de la population, ne sont pas connectés à un réseau d'eau⁹ ;
- La consommation quotidienne moyenne d'eau par habitant est de 50 litres alors que celle-ci devrait être, selon l'OMS, de 150 litres¹⁰.

a. Situation en Cisjordanie

i. Liberté de circulation dans les Territoires palestiniens¹¹

« Les points de passage doivent être réouverts pour favoriser la respiration de l'économie. »

M. Sarkozy, 17 décembre 2007

- En Cisjordanie, la politique de bouclage comprend environ 630 checkpoints et obstacles physiques ; un système de permis restrictif et hasardeux qui régule les mouvements des Palestiniens à travers les TPO ; 1.661 km de routes, dont l'accès est restreint pour les Palestiniens, qui connectent les colonies israéliennes et qui privent les Palestiniens de leurs terres ; la construction de plus de la moitié du mur, qui isolera 9,8% de la Cisjordanie et séparera environ 436.000 Palestiniens les uns des autres, autant que de leurs terres, de leurs sources d'eau et

de la fourniture de services essentiels. 80% du tracé du mur est construit sur le territoire Palestinien à l'Est de la ligne verte (Frontière de 1967) dans les Territoire palestinien occupé et englobe 76% des colonies israéliennes.¹²

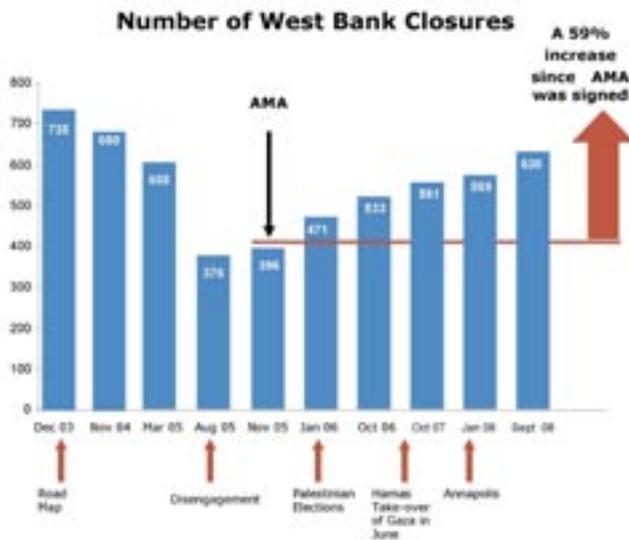
ii. Avancement du mur au mois d'octobre 2008 (environ 412 km)¹³



Expériences vécues / sur place...¹⁴

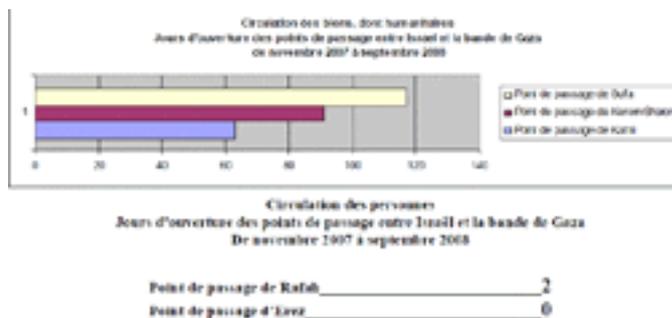
Alors que la construction du mur progresse autour de Jérusalem, beaucoup de familles palestiniennes subissent en conséquence des changements sévères de qualité de vie. Par exemple, les employés de l'entreprise vinicole Cremisan à Beit Jala, ont à leur charge la survie de 30 familles palestiniennes. Le vignoble produit du vin depuis 125 ans. Désormais, à cause du mur et des restrictions de mouvement israéliennes qui lui sont liées, les camions approvisionnant Cremisan doivent se rendre dans les alentours de Jérusalem via un checkpoint à Hebron, allongeant un voyage qui prenait 10 minutes à 6 heures. Mais il s'agit d'un voyage perdu puisque les soldats israéliens du checkpoint d'Hebron refusent de laisser passer le vin depuis octobre "pour des raisons de sécurité". Par conséquent, le vin Cremisan n'est plus disponible pour les messes des églises de la Terre Sacrée, ni en Europe, et le vignoble comme les familles palestiniennes qui en dépendent n'ont plus de ressources.

d'obstacles à travers la Cisjordanie



Les points de passage entre Israël et la Bande de Gaza sont toujours infranchissables pour les citoyens palestiniens.

- Rafah: ouvert un jour par semaine au cours des quatre dernières semaines, mais seulement pour laisser entrer des personnes dans Gaza.
- Erez: ouvert Presque tous les jours mais seulement pour les patients palestiniens (environ 400 par mois), pour les personnels des Nations Unies et du CICR. Depuis le 4 novembre, une journée pour les journalistes internationaux et la première semaine de décembre pour quelques diplomates.
- Aucun personnel d'ONG international autorisé à entrer dans Gaza pour raisons professionnelles depuis le 4 novembre; trios seulement pour motifs personnels.
- Marchandises autorisées dans Gaza, dont humanitaires¹⁵



iii. Augmentation du nombre

Sur place...¹⁶



La pharmacie Masoud de Gaza fait partie des endroits affectés par la coupure. Le propriétaire est assis sous sa lampe à huile depuis des heures. Il explique que depuis le début du blocus israélien, le commerce s'est effondré de plus de 80%, et plus de 50% des médicaments essentiels ne sont désormais plus disponibles.

« Nous avons déjà beaucoup de problèmes à cause du blocus israélien. Vous imaginez donc la situation maintenant qu'il n'y a plus non plus d'électricité. Les gens de Gaza sont complètement dépendants du traitement médical et des médicaments fournis par les agences d'aide. Même l'UNRWA a stoppé ses opérations à Gaza à cause de la dernière fermeture, les gens ne viendraient pas ici pour acheter des médicaments, pour la simple et bonne raison qu'ils n'ont pas l'argent pour, » déclare le propriétaire.

« Tous les médicaments qui ont besoin d'être stockés dans des endroits froids doivent avoir expiré maintenant puisqu'il n'y a pas d'électricité. J'ai pensé à acheter un générateur électrique mais où trouver le carburant pour l'alimenter ? »

a. Gaza : une crise humanitaire sans précédent¹⁷

A Gaza, le blocus sur le million et demi d'habitants, en place depuis le mois de juin 2007, a restreint de manière très sérieuse l'accès de l'aide humanitaire, des biens commerciaux et des personnes vers et hors de cette parcelle de territoire très peuplée.

« Cela fait une semaine que nous n'avons pas pu faire entrer d'aide alimentaire dans Gaza, ce qui nous a mis dans cette situation de crise très particulière. C'est atroce pour la population sur place, pas seulement d'un point de vue physique mais également psychologique. »

John Ging, Directeur de l'UNRWA à Gaza. Interview sur la radio de l'ONU. 13 novembre 2008 après la suspension de l'aide à 750.000 habitants de Gaza en raison de la nouvelle fermeture de Gaza par les Israéliens.

Avant le blocus...

- 54% de l'emploi issu du secteur privé
- 95% de l'approvisionnement de l'industrie importé¹⁸

Aujourd'hui...

i. Emploi et activité économique

- 40.000 fermiers et 70.000 ouvriers ont perdu leur emploi¹⁹ ;
- 35.5% des ouvriers sont au chômage²⁰ ;
- 98% des infrastructures industrielles sont inactives (8% en Cisjordanie) alors que seulement 23 des 3.900 industries sont toujours opérantes²¹ ;
- le taux de pauvreté est de 51.8% (par rapport à 47.9% en 2006)

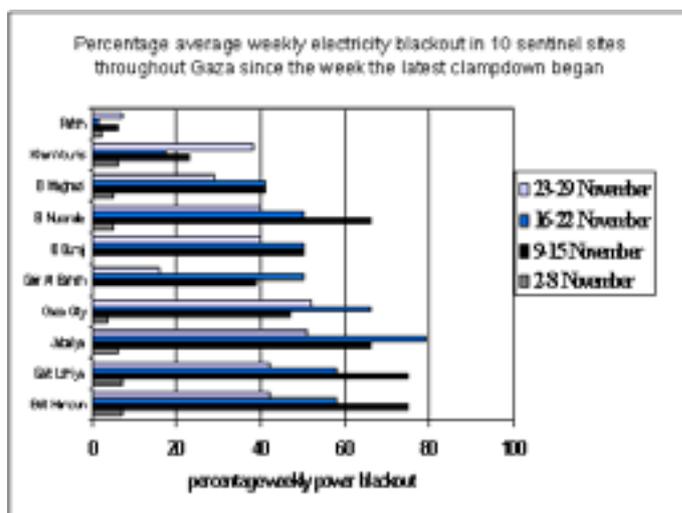
ii. Fournitures en carburant, en gaz, en électricité et en marchandises

- Depuis février 2008
 - ◆ Seulement 53% du montant total de diesel industriel nécessaire pour la centrale électrique autorisé ;
 - ◆ Seulement 42% du diesel nécessaire pour le transport et les générateurs d'urgence

autorisés à entrer dans Gaza;

- ◆ Seulement 13% du montant total de carburant nécessaire pour les voitures privées autorisé à entrer dans Gaza;
- ◆ Seulement 43% du montant total de gaz de cuisine nécessaire aux ménages, boulangeries et hôpitaux autorisé à entrer dans Gaza;

- Reprise intermittente de l'approvisionnement humanitaire de Gaza, mais à peine à hauteur de 34% du nombre de camions mensuels d'avril 2007 avant le blocus ;
- 28% seulement du type de marchandises autorisées à entrer en avril 2007 ;
- Intensification des coupures de courant depuis la nouvelle fermeture du 5 novembre. 3 arrêts d'approvisionnement en électricité (soit 18 jours sur 30) de la centrale électrique de Gaza, qui fournit à elle seule 50% de l'électricité de la ville et du centre de la Bande de Gaza, 30% du nord et 10% de Khan Younis. Ces coupures ont représenté jusqu'à 75% du temps lors d'une semaine récente²².



Sur place...



Umm Ibrahim et son mari sont assis dans le noir dans leur petite épicerie de Beach camp, camp de réfugiés à Gaza, alors que la coupure de courant dure depuis bientôt 13 heures. La coupure dure depuis 6 heures du matin et il est maintenant 7 heures du soir. Le courant est revenu pendant 30 minutes seulement et j'ai couru pour préparer du pain pour mes enfants, mais avant que j'ai fini de le préparer, le courant a été coupé de nouveau et le pain était perdu," déclare Umm Ibrahim.

Le couple s'attend à ce que la situation se dégrade encore. Israël a fermé les passages vers Gaza pour la plupart des approvisionnements en carburant et en biens, dont humanitaires, depuis le 5 novembre.

"Si l'ONU ne peut délivrer d'aide alimentaire, la population de Gaza souffrira encore plus. Les gens n'ont pas d'argent pour acheter des aliments. Les prix alimentaires ont augmenté à cause du blocus puisque les quantités restantes sur le marché sont limitées," ajoute son mari.

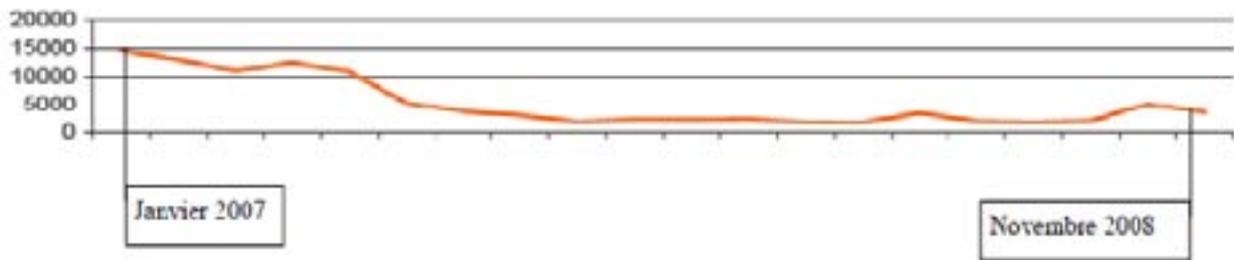
Sur place...



Al shifa, l'un des principaux hôpitaux de Gaza, est sur le point de manquer du gaz nécessaire pour cuisiner pour les patients et les médecins. La cuisine de l'hôpital produit 1500 à 2000 repas par jour et a besoin de 480 kg de gaz pour cuisiner chaque jour. L'hôpital s'attend à manquer de gaz de cuisine dans un jour ou deux.

Importations vers la Bande de Gaza entre janvier 2007 et novembre 2008²⁴

Importation dans la bande de Gaza depuis janvier 2007– Nombre de chargement par camions



iii. Santé, eau et installations sanitaires

- Forte augmentation du nombre de patients auxquels un permis de sortie a été refusé par les autorités israéliennes : 10% (2007) à 35% (2008) ;
- D'après l'OMS, 20% du personnel hospitalier et 27% du personnel des centres de premiers soins sont en grève ; le nombre d'opérations chirurgicales a baissé de 32% par rapport à décembre 2007 ; aucune autorisation d'entrée de médicaments ²⁵ ;
- Baisse de 25% de la fréquentation des hôpitaux palestiniens ;
- Capacité limitée de traitement de l'eau et de maintenance des infrastructures électriques en conséquence directe du blocage : 50 à 60 millions de litres d'eau partiellement ou non traitée déversés quotidiennement sur les côtes de Gaza.

Sur place...



Cette petite fille de quatre ans et demi se trouve dans l'unité de soins intensifs (USI) dans des conditions critiques à la suite d'un accident de voiture. Elle est maintenue en vie par un équipement médical électrique qui fait battre son cœur et entretient sa respiration. « Son état est très sérieux, et si l'électricité est coupée, elle pourrait mourir dans les secondes qui suivent. Il y a 8 autres personnes dans l'USI qui ont également besoin d'électricité sans interruption » explique Mohammed Abu Rahma, le directeur de l'USI de l'hôpital Al Shifa. 'Si l'électricité de l'hôpital était coupée, toutes les personnes de l'USI mourraient dans les cinq minutes' ajoute le docteur.

Sur place...



Dans le département de dialyse pour les insuffisants rénaux, 8 des 38 machines de dialyse ne fonctionnent pas du tout et ont besoin de maintenance ainsi que de pièces détachées depuis bientôt 18 mois, date du début du blocus israélien. Trente machines fonctionnent 15 heures par jour sans interruption. « Le département a besoin de 10 autres machines de dialyse rénale dans l'urgence pour mettre fin à notre crise. Aujourd'hui, la dernière coupure et le manque de voltage électrique ont endommagé de manière sévère nos machines. » déclare le Dr.Nafez Enayeem, directeur du département. Sans machines en bon fonctionnement, les patients qui en dépendent pour survivre pourraient mourir dans les 48 heures » ajoute t'il. Um Osama a 55 ans, elle est originaire de l'Est de Gaza. Elle souffre d'insuffisance rénale et venir se faire dialyser deux fois par semaine durant 3 à 4 heures par jour. Son mari est au chômage, comme le reste de sa famille et ses conditions de vie sont très difficiles. « Ma vie dépend du courant électrique et si l'hôpital n'est plus alimenté, alors je mourrai. » déclare tristement Um Osama.

Sur place...



Le département pour les bébés prématurés est un autre département vital du même hôpital; il soigne plus de 28 bébés par semaine. Ce département dépend d'incubateurs électriques pour les nouveaux-nés. L'hôpital compte actuellement 27 bébés pour 26 incubateurs seulement, alors que 3 autres incubateurs sont hors d'état de marche, tout comme un ventilateur. Cela résulte du manque de pièces détachées, qui ne sont pas autorisées à entrer dans Gaza à cause du blocus.

iv. Education

« La politique consistant à ne pas autoriser la sortie à l'étranger pour les étudiants de Gaza fait partie de la décision du Cabinet de sécurité datant du 19 septembre 2007, selon laquelle Gaza a été définie comme une entité hostile et des restrictions ont été placées aux frontières pour le passage de marchandises et les mouvements de la population de la Bande, à l'exception de certain cas humanitaires. A l'heure actuelle, il n'y a pas eu de changement dans cette politique. »

Extrait de la lettre de la Ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, à un Membre de la Knesset. 7 juillet 2008.

- Grève de 54% des professeurs et directeurs d'écoles jusque début décembre 2008, qui devrait avoir des conséquences importantes sur les élèves (dont 98% ont continué à se rendre en classe malgré le remplacement de professeurs expérimentés par des jeunes diplômés)²⁷ ;
- Environ 1.200 étudiants, acceptés dans des universités étrangères, toujours en attente de permis de sortie de la part des autorités israéliennes (contre 100 seulement autorisés à sortir)

c. Fin de la colonisation israélienne

« Le gel complet et immédiat de la colonisation est une priorité. Comment envisager la création d'une économie viable autrement ? » M. Sarkozy. 17 décembre 2007

« La colonisation – dans toutes ses dimensions – doit être immédiatement gelée. » M. Kouchner. 17 décembre 2007

En violation du droit international²⁸ :

- Augmentation du nombre de colons de 3.44% depuis 2004 en Cisjordanie et à Jérusalem Est, soit 461.000 personnes aujourd'hui²⁹ ;
- Plus de 120 colonies en Cisjordanie hors Jérusalem Est, reconnues par le gouvernement israélien comme des

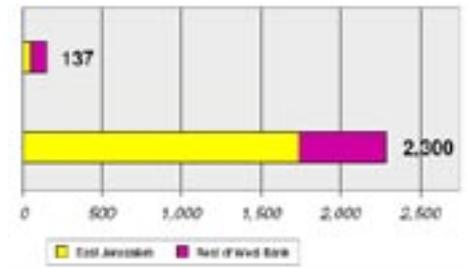
communautés israéliennes et 100 avant-postes considérés comme illégaux³⁰ ;

- Poursuite des appels d'offre pour la construction de logements dans les colonies israéliennes ; aucune annulation de projet de construction :

Nombre d'appels d'offre acceptées par le gouvernement israélien (Avant et après Annapolis)

Après Annapolis
(Dec. 07 – Nov. 08)

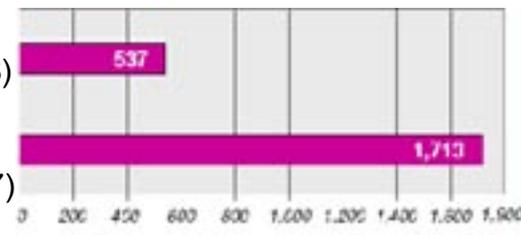
Avant Annapolis
(Dec. 06 – Nov. 07)³¹



- 1.713 permis de construire accordés par le Ministère israélien de la construction et du logement (hors dans et autour de Jérusalem Est) entre décembre 2007 et août 2008, 3 fois plus que durant la même période avant la conférence (9 mois)³² :

Après Annapolis
(Dec.07 – Août 08)

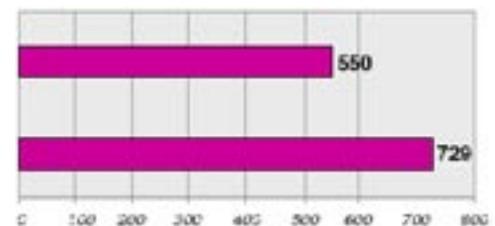
Avant Annapolis
(Mar.07 – Nov.07)



- Au moins 729 nouvelles constructions lancées par le gouvernement israélien en Cisjordanie entre décembre 2007 et octobre 2008, soit une augmentation de 33% par rapport à la même période avant la conférence (11 mois)³³ :

Après Annapolis
(dec.07 – oct. 08)

Avant Annapolis
(jan.07 – Nov. 07)



Notes

¹ D'après les chiffres de la Banque mondiale. Se référer à *Economic effects of restricted access to land in the West Bank*, World Bank, October 2008

² http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/israel-territoires-palestiniens_413/france-les-territoires-palestiniens_4261/visites_8648/index.html

³ <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/editorial/actual/ael2/bulletin.asp?liste=20071217.html&submit.x=10&submit.y=6&submit=consulter>

⁴ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/israel-territoires-palestiniens_413/processus-paix_2800/deplacement-dans-les-territoires-palestiniens-intervention-m.-bernard-kouchner-au-gouvernorat-jenine-jenine-4-octobre-2008_66860.html

⁵ World Bank. *Palestinian economic prospects : Aid, access and reform. Economic monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*. September 22nd 2008.

⁶ Ibid.p.19

⁷ Ibid.pp.7-8

⁸ Ibid.p.52

⁹ Ibid.p.54

¹⁰ Ibid.p.52

¹¹ Voir également Assemblée Générale de l'ONU. Rapport au Secrétaire Général A/63/518. *Pratiques israéliennes affectant les Droits de l'Homme dans les Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem Est*. 5 novembre 2008. 13 p.

¹² OCHA. *The Humanitarian Impact on Palestinians of Israeli Settlements and Other Infrastructure in the West Bank et The Humanitarian Impact of the West Bank Barrier*.

¹³ Source : OCHA, octobre 2008

¹⁴ Témoignage fourni par Oxfam GB à Jérusalem

¹⁵ Chiffres et graph. Fournis par la Plateforme de ONG françaises pour la Palestine

¹⁶ Témoignages fournis par Oxfam GB Jérusalem

¹⁷ Pour les chiffres, se reporter à : World Bank. *Palestinian economic prospects : Aid, access and reform. Economic monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*. 22 Septembre 2008.

¹⁸ Ibid.p.23

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ibid.p.20

²¹ Ibid.p.22

²² OCHA. *Protection of Civilians report n°285*. 5-11 November 2008.

²³ Témoignages fournis par Oxfam GB à Jérusalem

²⁴ Graph. Fourni par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

²⁵ OCHA. *Protection of Civilians Report n°285*

²⁶ Témoignages fournis par Oxfam GB à Jérusalem

²⁷ OCHA. *Protection of Civilians' report n°285*.

²⁸ Selon l'article 49 de la 4^e convention de Genève, « La puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle. »

²⁹ Negotiation Affairs Department – Palestinian Liberation Organization. « Israeli Settlement Activity since Annapolis » ; July 2008.

³⁰ *Israeli settlements in the occupied Palestinian territory, including Jerusalem and the occupied Syrian Golan*, UN General Assembly, A/63/519, November 2008

³¹ Negotiation Affairs Department – Palestinian Liberation Organisation. *Summary of Israeli Roadmap Violations since Annapolis. 28 November 2007 – 28 November 2008*. p.4

³² Ibid. p. 4

³³ Ibid. p. 2